

**ÉDITO** Par Francis Van de Woestyne

## *Une sanction cruelle mais logique*

Rarement, dans l'histoire de notre sondage, une chute aura été plus vertigineuse. Le Parti socialiste – que Guy Spitaels porta en 1987 à 43,6 % – est crédité, dans notre baromètre printanier de 20,3 % des intentions de vote. En Wallonie, il se classe ainsi troisième, derrière le PTB, en progrès, et le MR, qui chute mais devient le premier parti wallon. A Bruxelles, le PS limite la casse. Analysons ce séisme politique.

Une précaution tout d'abord que nous répétons chaque trimestre et qui demeure importante : un sondage n'est pas prédictif. Il est une photographie de l'opinion publique à un moment donné. Vu le côté spectaculaire des résultats, l'Institut de sondage les a vérifiés, révérifiés avant de les valider.

La sanction populaire est cruelle mais logique : qui aurait pu croire que les scandales, graves, mis au jour, aient pu épargner le PS, qui joue en province de Liège un rôle politique majeur ? Des personnalités d'autres partis sont impliquées mais il apparaît que les socialistes étaient, sont, à la manœuvre dans la mise au point de comportements moralement condamnables. Pour avoir trop longtemps fermé les yeux ou toléré ces pratiques, ces salaires mirobolants pour des activités réelles ou supposées, c'est tout le PS qui est ainsi sanctionné, y compris ceux qui n'ont pas trempé dans les jeux liégeois. Il est inquiétant de constater que le principal bénéficiaire de l'affaire Publifin est le PTB, discret dans toute cette affaire. Le parti aux idées simplistes, populistes, cryptomarxistes tient surtout aux qualités de tribun de son porte-parole, Raoul Hedebouw, le petit Mélenchon belge. Les grandes gueules ont donc plus d'impact que les critiques constructives des écologistes.

Ces résultats trahissent un sentiment de dégoût, de révolte générale dû, principalement à quelques "pourris" et à ceux qui ont fermé les yeux sur leurs agissements. Les partis doivent en tirer les leçons : il est grand temps de prendre des mesures drastiques, de "dégager" les responsables de ces scandales. Et de préparer une nouvelle génération.